Le 17-03-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 17 mars 2018

De nombreuses organisations syndicales appellent à une manifestation nationale des cheminots à Paris le jeudi 22 mars et pour les fonctionnaires à une journée de grèves et de manifestations dans toute la France. Ces manifestations doivent encourager le vaste mouvement social qui s'impose, par une convergence allant des agriculteurs aux lycéens et étudiants, en passant par les salariés du public et du privé ainsi que les fonctionnaires, les chômeurs, les usagers des services publics, les retraités.

Le Pardem est solidaire de ces luttes sociales. Ses militants seront présents sur le parcours des manifestations pour distribuer un tract.

Vous aussi diffusez autour de vous le tract du Pardem !

Pour accéder au tract du Pardem concernant la riposte générale à opposer à la politique de l'Union européenne et d'Emmanuel Macron, cliquez ci-dessous :

www.pardem.org

Parti de la démondialisation PARDEM

SOUVERAINETÉ NATIONALE - JUSTICE SOCIALE - COOPÉRATION INTERNATIONALE

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON ET DE L'UNION EUROPÉENNE

Un vaste mouvement social s'impose, allant des agriculteurs aux lycéens et étudiants, en passant par les salariés du public et du privé ainsi que les fonctionnaires, les chômeurs, les usagers des services publics, les retraités.

Toutes les attaques du gouvernement visent, au travers du statut des fonctionnaires et des cheminots, notre modèle social, et une vision de la République qui garantit à l'usager le même traitement et l'égalité du service rendu. Ce qui est en cause va bien au-delà de la seule fonction publique : c'est un modèle de société néolibérale que le gouvernement veut imposer.

Une des principales leçons de Mai-Juin 1968, ce sont les 10 millions de salariés en grève qui obtiennent des avancées sociales considérables par les accords de Grenelle : augmentation du salaire minimum de 35%, hausse générale des salaires de 10%, création de la section syndicale d'entreprise, quatrième semaine de congés payés... C'est exactement ce qu'il nous faut aujourd'hui !

UN CONTEXTE JUGÉ FAVORABLE PAR MACRON POUR LANCER UNE OFFENSIVE GÉNÉRALISÉE

Les stratèges de l'Élysée considèrent que le moment est propice pour accélérer la guerre des classes. La défaite syndicale sur le démantèlement du Code du travail a mis les syndicats encore davantage sur la défensive. Macron, de surcroît, a le champ libre au Parlement. Il multiplie donc les fronts pour étouffer l'adversaire. Il veut démontrer sa détermination sans faille à « *réformer* » tous azimuts pour mieux disperser les oppositions et croit possible de tout lancer en même temps : statut de la fonction publique, rail, formation professionnelle, indemnités chômage, retraite, etc.

Mais ce que craint le plus Macron, et qui est la condition principale à sa défaite, serait une généralisation des luttes sociales. Il veut éviter par tous les moyens que ne se cristallise un mouvement comparable à celui qu'avait connu la France en 1995. Raison de plus pour rassembler bien au-delà des cheminots et des fonctionnaires.

RASSEMBLER TOUTES LES VICTIMES DE MACRON ET DES POLITIQUES DE L'UNION EUROPÉENNE

L'heure est à un mouvement qui rassemble tous ceux qui sont victimes ou menacés par la politique gouvernementale, c'est-à-dire la grande majorité de la population. Toutefois, pour rassembler dans l'action, il faut des analyses et des revendications unificatrices. Le point commun à tous les problèmes sectoriels est le néolibéralisme, son relai de l'Union européenne et le gouvernement.

Les conflits, aujourd'hui sont nombreux et diversifiés : surveillants pénitentiaires, personnels des EHPAD et des hôpitaux, mini-jacqueries paysannes, multiples luttes pour l'emploi et les salaires dans de nombreuses entreprises, tension dans les lycées et universités, dans la police, l'éducation, les collectivités territoriales... Les conditions deviennent réunies pour rassembler dans un vaste « *tous ensemble* ».

Aux organisations syndicales de s'engager dans cette voie. Aux salariés, paysans, chômeurs, retraités, étudiants, fonctionnaires d'agir en ce sens. C'est maintenant que nous pouvons faire basculer le rapport de forces en faveur de tous ceux qui n'en peuvent plus de subir les politiques austéritaires qui détruisent les vies, les emplois, les solidarités, les services publics, sacrifient la jeunesse, ruinent le pays...

Le moment est venu de lutter pour la tenue d'une négociation interprofessionnelle nationale au niveau du Premier ministre – de nouveaux « accords de *Grenelle* », comme en 1968 – pour l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (retraites, chômage, handicapés...), la mise en place du droit opposable à l'emploi, des mesures protectionnistes pour sauver notre agriculture et notre industrie, la nationalisation de tout le secteur bancaire et financier ainsi que des groupes stratégiques... Bref, pour mettre un coup d'arrêt aux politiques néolibérales.

TOUS ENSEMBLE CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON ET DE L'UNION EUROPÉENNE

LE MACRONISME : ACHEVER LA DESTRUCTION DES ACQUIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA LIBÉRATION

Emmanuel Macron a été choisi par la haute finance et le grand patronat, les grands médias, la noblesse d'État et une partie de la gauche et de la droite ; un homme jeune, capable d'incarner le renouvèlement d'un système de domination pourtant arrivé à bout de souffle. Son programme : terminer la destruction des conquêtes démocratiques, sociales et économiques du Conseil national de la Résistance mises en œuvre à la Libération. Toutes les grandes réformes ultra-libérales menées partout dans le monde depuis des décennies sont inscrites à son programme, ceci afin de plaire à Bruxelles et à Francfort, et de satisfaire ses commanditaires : les classes dominantes. Il s'agit de continuer de casser tous les statuts, d'introduire partout l'insécurité, la logique du marché et de la privatisation. Rien de neuf dans cette perspective vieille de quarante ans. La seule nouveauté cependant, est la fenêtre de tir actuelle qu'il veut saisir pour accélérer de façon phénoménale les politiques néolibérales. Emmanuel Macron rêve de faire avec la SNCF comme Margaret Thatcher avait fait avec la grève des mineurs : un combat épique contre le syndicalisme, dont il sortirait vainqueur.

NON À LA CONTRE-RÉVOLUTION NÉOLIBÉRALE

Depuis le « tournant libéral » de François Mitterrand et du Parti socialiste en 1982-1983, tous les gouvernements français qui se sont succédé se sont fixé pour objectif de convertir la France au néolibéralisme, au motif que la mondialisation néolibérale ne laissait plus d'autre choix. Ils sont parvenus à faire basculer la France dans un système de « *gouvernance par traités* », c'est-à-dire une sorte de pilotage automatique où les principales orientations économiques et sociales ne dépendent plus de la souveraineté du peuple, mais de traités internationaux.

Nous sommes donc bien face à une tentative de coup d'État, dans le prolongement de celui du 8 février 2008 où le Parlement français, bafouant le vote NON des électeurs au référendum du 29 mai 2005, ratifiait le traité de Lisbonne. Cessons de parler de simples « réformes », regardons les choses en face : nous sommes confrontés à une véritable contre-révolution visant à effacer ce qu'il reste de la révolution inachevée de la Libération en 1945-1948. Ne pas faire cette analyse et en tirer toutes les conséquences serait rendre inoffensives les mobilisations qui se préparent.

BULLETIN D'ADHESION — Parti de la démondialisation PARDEM

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : .....

E.mail : ..... Tél : .....

Homme ☐ Femme ☐ Profession ..... Montant cotisation .....

Ne pas jeter sur la voie publique

Date et signature :

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros. Pour les autres, les cotisations doivent tendre vers 1% du salaire net.

MODE D'EMPLOI DE L'ADHÉSION : Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagné d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du Pardem (agréée par la CNCCFP le 1er janvier 2012) à l'adresse suivante : **Association de financement du PARDEM - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN**

www.pardem.org

Non à la République en marche arrière !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire